

Moyen-Orient

Municipales 2026

Histoire des « citoyens oubliés »

L'incendie se répand

Des résultats en demi-teinte

Gens du voyage

P.2

P.3-4

P.8



Édito :

Dans la tempête politique, les communistes restent un point d'appui. Les élections municipales de 2026 livrent un enseignement clair, aucun camp ne sort véritablement vainqueur, mais les rapports de force se recomposent en profondeur. Dans tout le pays, la droite progresse, l'extrême droite s'implante davantage et la gauche, malgré des points d'appui solides, recule globalement faute de dynamique unitaire et lisible.

En Loire-Atlantique, cette réalité prend une forme concrète. La participation progresse légèrement mais l'abstention reste élevée, notamment dans les milieux populaires. Plusieurs communes de la métropole basculent à droite, parfois de très peu, comme à Couëron, perdue pour deux voix. D'autres tombent dès le premier tour : Orvault, Bouaye, La Chapelle-sur-Erdre. Le centre progresse aussi, profitant des divisions à gauche.

Pour autant, la gauche ne disparaît pas. Elle préserve des positions comme à Rezé ou Donges et remporte des villes comme Blain. À Nantes, elle résiste dans un contexte difficile. Mais cette résistance est fragile. Elle ne suffit pas à inverser la dynamique globale.

Dans ce paysage, le rôle des communistes est décisif. Partout où nous sommes présents, organisés, engagés, nous contribuons à structurer les campagnes, à porter des propositions concrètes et à maintenir un lien avec les classes populaires. Partout, nos militants ont été de celles et ceux qui ont ancré la campagne dans les réalités sociales, en défendant le logement, les services publics et la justice sociale.

Au niveau national, le Parti communiste français confirme son utilité et sa seconde place à gauche. Il conserve de nombreux maires, reste fortement implanté et démontre sa capacité de conquête avec des victoires majeures comme à Nîmes. Dans un contexte de progression des droites et de l'extrême droite, les communistes apparaissent comme une force de stabilité, mais aussi d'initiative.

Ces élections posent une question centrale, comment reconstruire une dynamique populaire majoritaire ? Cela suppose de rompre avec les logiques d'alliances sans contenu, de réaffirmer des propositions claires et de retrouver un ancrage dans les quartiers populaires, les entreprises, les territoires délaissés.

Face à la droitisation et à la montée des idées réactionnaires, nous devons assumer pleinement notre singularité. Être communiste aujourd'hui, c'est porter une exigence de justice sociale, de services publics renforcés, de sécurité du quotidien fondée sur la prévention et l'égalité et non sur la stigmatisation.

Le moment n'est pas au repli, mais à l'offensive. Ces municipales montrent que là où les communistes sont forts, la gauche tient et peut gagner. À nous désormais d'amplifier cette mobilisation, de renforcer notre organisation et de construire, avec toutes celles et ceux qui le veulent, une perspective de transformation sociale à la hauteur des attentes populaires.

Robin Salecroix
Secrétaire Départemental



Soulagement au Portugal après la large victoire (67 %-33 %) de José Antonio Seguro (centre-gauche) face au leader d'extrême droite André Ventura au second tour de l'élection présidentielle.

Jamais depuis l'avènement de la démocratie le 25 avril 1974 un candidat d'extrême droite n'avait atteint un tel résultat. Comme dans de nombreux pays d'Europe, la vague populiste, raciste et antisociale déferle au Portugal, longtemps débarrassé du fascisme jusqu'à ces cinq dernières années. Pour le Parti communiste portugais, « la large défaite d'André Ventura traduit le rejet du peuple portugais pour sa candidature

Portugal

L'extrême droite battue mais menaçante

et son projet réactionnaire et rétrograde ». L'élection de Seguro est rassurante mais les amis de Le Pen demeurent la seconde force politique depuis les élections législatives de 2025 et le rapport gauche-droite et son extrême est désormais de 65 %-35 %, historiquement déséquilibré.

Ce contexte favorise les politiques libérales du gouvernement de droite engagé dans une réforme du code du travail qui va précariser les travailleurs. De fortes journées de mobilisations ont déjà démontré le désaveu populaire pour cette réforme et l'intersyndicale, sous l'impulsion de la CGTP, appelle à une grève générale le 12 avril.

Moyen-Orient

L'incendie se répand



Le 28 février, une opération meurtrière d'ampleur commençait en Iran, menée par les États-Unis et Israël, bombardant de concert 24 provinces de la République islamique et assassinant celui qui fût 37 ans le guide suprême du régime, l'ayatollah Ali Khamenei, au mépris total du droit international.

Certes, le peuple iranien subissait au quotidien le joug d'un régime cruel qui n'a jamais lésiné à réprimer sans pitié toutes les voix discordantes, emprisonnant massivement, exécutant à la chaîne, réprimant dans le sang les manifestations d'opposition.

Mais prendre le prétexte d'une soi-disant libération du peuple iranien pour le bombarder massivement, entraînant des victimes de guerre par centaines et détruisant des infrastructures essentielles est difficilement défendable et la mort d'Ali Khamenei, rapidement remplacé par son fils Mojtaba, ne peut en rien justifier ce qui n'est en fait qu'une nouvelle manifestation de la volonté impérialiste des États-Unis, aidée opportunément par Israël.

La situation ne pouvant pas en rester là, l'Iran s'est mis à riposter en frappant Israël et les monarchies du Golfe alliées des États-Unis, pendant que le Hezbollah lançait des tirs de roquettes en direction d'Israël, provoquant des frappes israéliennes en retour sur le Liban, jusqu'au cœur de Beyrouth. Israël tente même de légitimer une annexion à peine masquée du Sud-Liban.

Malgré l'annonce de Donald Trump, le 9 mars, d'arrêter « bientôt » la guerre, cela va faire un mois que l'Iran subit des frappes sur son territoire – plus de 1500 – et répond en visant bases américaines et sites israéliens, en conservant le contrôle du détroit d'Ormuz. **L'administration Trump, en proposant un Plan de paix en quinze points le 25 mars tout en envoyant de nouvelles troupes sur le terrain – la 82^e division aéroportée – continue de souffler le chaud et le froid. Les peuples du Moyen-Orient n'ont pas fini de subir.**



Détroit d'Ormuz

Menaces sur le commerce maritime

L'attaque de l'Iran par Israël et les États-Unis marque une nouvelle phase de la longue agression du camp occidental au Moyen-Orient. D'emblée, la supériorité d'Israël et des États-Unis s'est imposée, causant de lourds dégâts à l'Iran dont les capacités de projection se trouvent désormais réduites. Les objectifs et moyens de l'Iran sont donc réévalués. **La République islamique ne se bat plus pour défendre un « axe de la résistance » composé d'alliés régionaux (au Liban, Yémen, Irak et Syrie) mais pour sa simple survie.** Ne pouvant frapper directement Israël qui dispose de puissants appuis diplomatiques aux États-Unis et d'une population préparée à une guerre longue, **l'Iran utilise le détroit d'Ormuz comme levier de défense.**

Par cette route maritime transite plus de 20 % du pétrole mondial. L'Iran a fortement militarisé cette zone par la combinaison de sa marine, de mines et de drones, des équipements peu coûteux et pouvant être maniés par un commandement militaire décentralisé. Si la circulation de navires n'est pas bloquée dans le détroit, la peur de la menace iranienne rend la navigation incertaine et contribue à faire flamber le prix du baril. **Cette hausse des prix profite aux pays exportateurs nets en matière de pétrole tels que les États-Unis ou la Russie.** En revanche la Chine, fortement dépendante des impor-

tations, se retrouve fragilisée. En parallèle, les marchés agricoles pourraient s'enflammer, 30 % des engrais azotés produits dans le monde passent par le détroit d'Ormuz, faisant craindre la répétition du scénario de 2022 après l'invasion de l'Ukraine. **La guerre d'Iran pourrait provoquer une nouvelle crise agricole mondiale.**

L'autre ligne de défense de l'Iran consiste à attaquer les infrastructures énergétiques des monarchies du Golfe. Celles-ci voient s'effondrer l'illusion d'une oasis de prospérité et de sécurité au cœur du Moyen-Orient. Abandonnés par les États-Unis, peu préparés à la guerre sur leur territoire, ces États échouent à garantir la stabilité promise aux travailleurs immigrés.

Si Israël, dans sa fuite en avant guerrière, a réussi à détruire la menace militaire iranienne, les États-Unis ont échoué dans leur stratégie de faire s'effondrer la République islamique, au prix d'une déstabilisation durable de la région et des marchés mondiaux. Agissant dans l'improvisation, ils recherchent désormais une solution diplomatique afin d'éviter une nouvelle guerre longue et coûteuse. L'Iran a quant à lui réaffirmé son contrôle du détroit en laissant passer des navires sous condition, notamment que le pétrole soit vendu en yuan chinois, provoquant une baisse du prix du baril.

Amérique latine

Est-elle de plus en plus à droite ?

Le propre de la catégorie des droites est de signifier que les inégalités sont naturelles et qu'en conclusion l'État doit faire peu ou rien pour les résoudre. Avec l'extrême droite, il y a une radicalisation de ces conceptions pouvant aller jusqu'au maintien de cet ordre social par la violence (la répression du mouvement ouvrier et progressiste de gauche notamment). C'est une de ses caractéristiques. **Avec l'anticommunisme, ce fut le cas dans les années 70 en Amérique latine, bien que leurs dirigeants n'aient pas réussi à convaincre dans le domaine électoral.**

Aujourd'hui des capacités électorales plus importantes montrent une tendance réelle à la montée en puissance de ces forces extrémisées ou extrêmes sans qu'il y ait de raz-de-marée global. Une vague politique progresse, elle est aussi sur le fond de nature religieuse, culturelle et identitaire dans un paysage marqué par la récession des années 2015. Cette vague n'est pourtant pas de la même intensité que celle de gauche qui a gouverné dans les années 2000.

En mettant en 1^e ligne le thème de l'insécurité*, **le président José Antonio Kast a été élu au Chili en décembre 2025, un ultra-conservateur qui est le plus à droite de-**

puis la dictature de Pinochet en 1973.

Cette politique rétrograde s'exprime de même dans les domaines du genre et de la sexualité qui s'inclut dans le champ du patriarcat tout comme de l'inégalité suivant les origines (notamment les communautés indigènes latinos).

En 2023 le président argentin Javier Milei est arrivé au pouvoir sur les bases d'un libertarianisme économique dramatique pour les services publics.

Les progrès des extrêmes droites ne se limitent pas à ces deux cas. Citons le Pérou, l'Uruguay, la Bolivie et du rôle de Maria Corina Machado au Venezuela dans les actions de déstabilisation du pays.

Rien n'est cependant inéluctable, certains pays résistent (Brésil, Mexique, Venezuela) à cette droitisant appuiee par la toute puissance du capitalisme étatsunien trumpiste et sa volonté de remettre en selle la doctrine Monroe réactualisée.

*En Amérique latine, le Chili reste l'un des pays les plus sûrs : en 2025, le taux d'homicides et féminicides est de 5,4 pour 100 000 habitants.

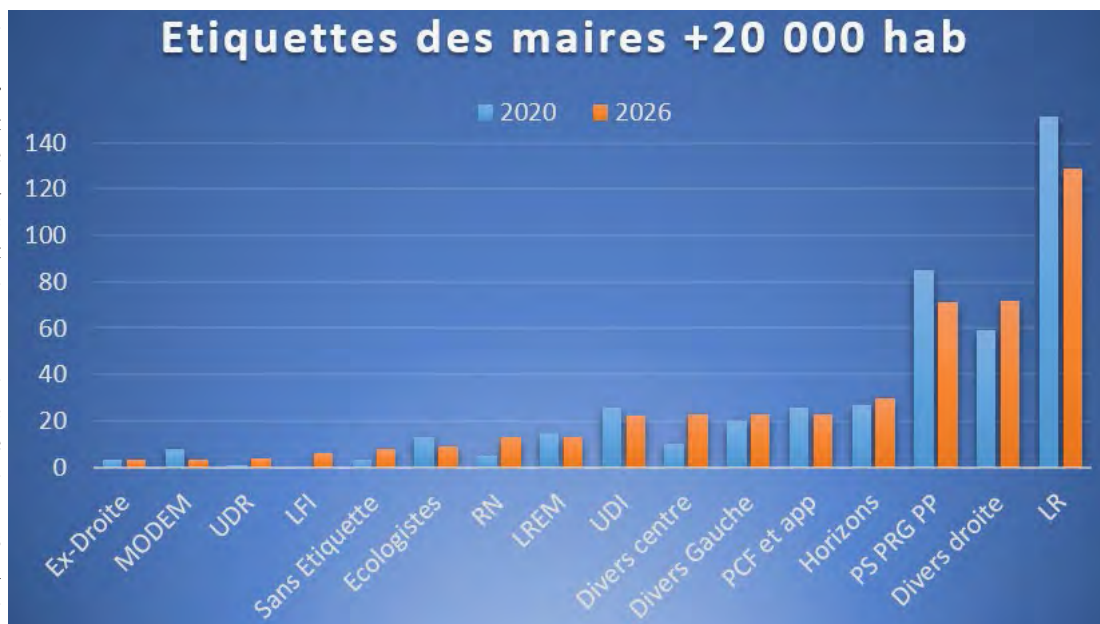
Des municipalités communistes en nombre

Un silence assourdissant

Alors que dès le premier tour des municipales le Parti communiste français pouvait afficher des victoires par dizaines, que le second tour confirmait la capacité de résistance d'un parti que d'aucuns considèrent comme moribond depuis des décennies, il est frappant de constater à quel point les médias ont délibérément occulté le PCF et ses candidats.

« Face au RN - qui l'avait déjà déclaré gagnée pour eux, le PCF à Nîmes, dans une liste d'union de la gauche, avec une liste LFI contre, gagne une ville de 150 000 habitants, ce qui n'était pas arrivé depuis 25 ans. Comme en 2020 où nous regagnons Villejuif et Bobigny perdues à l'élection précédente, en 2026 nous regagnons aussi à nouveau une ville de plus de 30 000 habitants : Aubagne, 47 000 habitants, perdue aussi en 2014, la tête de liste apparentée PCF regagne la ville devant le candidat du RN.

Ces victoires ne masquent pas l'avancée de l'extrême droite et ses gains, mais comme à Marseille, à Saint-Amand, à Lens, à Avion, elles montrent que le PCF, la gauche unie peuvent la faire battre. **Aucun commentateur, aucun parti ne peut passer à côté de ces résultats qui font du PCF, et de loin, la deuxième force de gauche du pays en nombre de maires et d'élus, comme en présence dans les différents territoires, grandes villes et petit villages. [...]**



Au-delà des victoires de nos maires par centaines, je veux saluer tous nos conseillers municipaux dans les majorités comme dans les oppositions, plusieurs milliers qui vont être utiles à leurs concitoyens. Nos bons résultats ce sont aussi ceux de nos élus en responsabilité souvent importante dans des milliers de mairies comme à Paris et Marseille, Lyon où la campagne fut difficile, mais aussi à Nantes, Montpellier, Nancy, Rennes, Lille, Tours, Grenoble et bien d'autres où les majorités sortantes ont gagné ; mais aussi à Saint-Étienne et Amiens où Léon Deffontaines sera président délégué de la Métropole. Notre parti reste très présent dans les métropoles avec des gains d'élus, malgré les pertes pour la gauche de Strasbourg, Bordeaux, Brest, Clermont-Ferrand, Besançon et Poitiers. [...]

Ne négligeons pas que dans beaucoup de territoires et de communes nos choix, nos têtes de liste, nos candidats, nos élus avec d'autres ont permis de faire échec aux objectifs beaucoup plus ambitieux que s'était donnés l'extrême droite. Leur échec dans le Nord ou à Martigues, leur colère à Nîmes où un de leur principal dirigeant est en échec m'invitent à penser que les communistes sont les plus utiles et les plus efficaces pour battre l'extrême droite. **Nous sommes sur le terrain leurs adversaires, les meilleurs pour dénoncer leur imposture.** Il faut poursuivre et s'appuyer sur nos résultats dans de nombreux territoires, comme nous l'avons fait lors de ces municipales, pour ouvrir un chemin d'espoir. »

Pierre Lacaze

Municipales 2026

Résultats en demi-teinte pour la gauche



Contrairement aux municipales de 2008 et 2014 qui avaient sanctionné la majorité présidentielle et consacré l'opposition, aucun vainqueur ne se dégage en 2026. 2020, marqué par la pandémie, avait été caractérisé par une abstention massive et une vague verte dans les très grandes villes avec les gains de Bordeaux, Strasbourg et Lyon. L'analyse dominante était celle d'une gauche forte dans les grands centres urbains et faible ailleurs.

La gauche est restée très forte dans des villes comme Lille, Rennes, Montpellier ou Strasbourg. Inversement à Paris, Nantes, Marseille et Lyon, la droite y tutoyait la gauche. À Bordeaux elle était en tête, à Nice, Toulon ou Reims la gauche marginalisée.

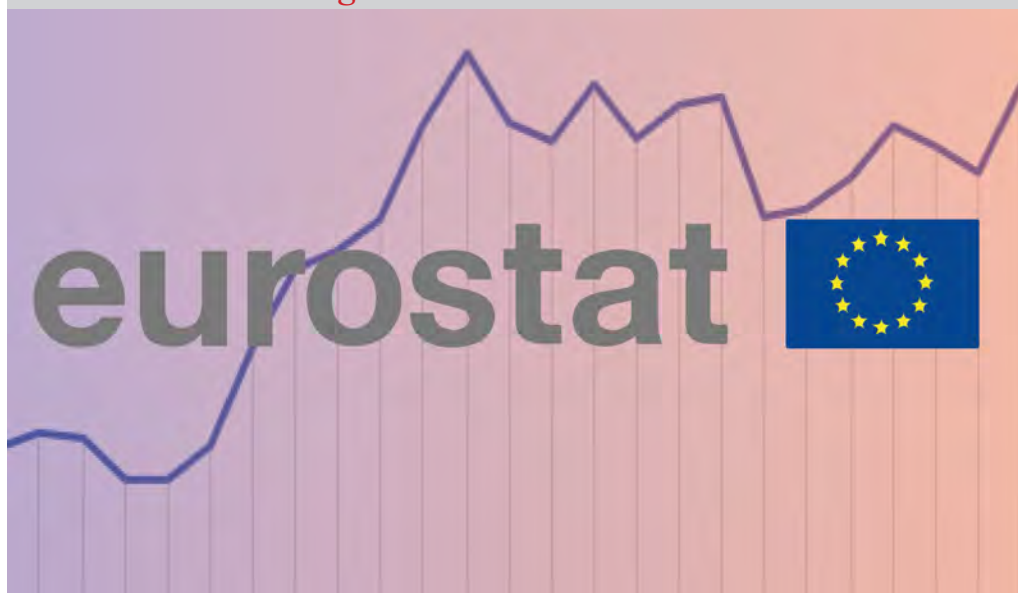
La gauche n'est plus à la peine en dehors de grandes villes. Elle est à la peine partout. À quelques exceptions près, elle ne parvient même plus à profiter des nombreuses triangulaires et quadrangulaires. C'est l'autre enseignement : les électors de droite sont très largement miscibles, n'hésitant pas à passer du RN à LREM pour faire barrage à la gauche. La gauche n'est également pas parvenue à créer des dynamiques d'union. À Brest ou Toulouse, la gauche unie fait moins bien que la somme de ses composantes au premier tour. **À Limoges, Nantes ou Clermont-Ferrand, l'addition se réalise mais sans créer la moindre dynamique supplémentaire.**

Le PS est le grand perdant de cet affaiblissement en nombre, en proportion c'est EELV qui paie le plus lourd tribut en perdant Bordeaux, Strasbourg, Poitiers et la métropole de Lyon. Ce n'est pas seulement une poussée de la droite à laquelle a été confrontée le pays, c'est une vague brune. Plus ou moins assumée, la droitisation des discours et des électors a marqué ce scrutin. Si le RN échoue à Toulon, Nîmes et Marseille, il conserve majoritairement ses mairies en en conquérant de nouvelles. La cinquième ville du pays est désormais dirigée par Éric Ciotti avec son soutien.

L'éparpillement politique qui caractérise l'Assemblée nationale depuis les législatives de 2024 s'est également retrouvé dans les mairies. La prime majoritaire pourrait ne plus suffire à garantir des majorités stables. Les alliances larges et autres accords techniques la neutralisant. Le risque est de voir les maires qui jouissent encore d'une forte popularité auprès de leurs concitoyens se perdre dans des conseils municipaux divisés, **aggravant encore la crise démocratique.**

Le PIB par habitant en Europe

Des inégalités territoriales avant tout



Selon Eurostat, l'office de statistiques européen, **le Produit Intérieur Brut par habitant de la France est passé en dessous de la moyenne européenne depuis 2022.** Pour rappel, le PIB par habitant est un indicateur économique permettant de mesurer la production de richesses d'un pays, ce dernier est donc la somme des biens et services produits par un pays divisée par son nombre d'habitants. Afin de gommer les différences de prix et de monnaie, le PIB par habitant est exprimé en Standard de Pouvoir d'Achat.

En observant attentivement le classement statistique européen, **il est important de noter que le PIB par habitant exprimé en SPA augmente chaque année pour l'ensemble des pays européens, et même globalement à l'international.** Sur une moyenne européenne de 36 100 unités SPA en 2022, la France se classe douzième avec 35 200 unités et par conséquent en dessous de la moyenne européenne pour la première fois. **Mais cette moyenne européenne est fortement augmentée avec les PIB par habitant du Luxembourg : 90 400 unités et de l'Irlande : 85 700, également leaders du classement mondial (avec Singapour).** De plus, il y a un effet de rattrapage des pays de l'Est de l'Europe, conséquence logique d'une entrée dans l'Union Européenne il y a plus d'une dizaine d'années.

Ces chiffres basés sur la moyenne européenne sont souvent repris dans les médias comme un « déclassement » de la France, permettant ainsi des discours pointant le travailleur français comme travaillant moins que ses voisins européens, notamment sur l'âge de départ à la retraite et le coût du travail. Par ailleurs les statistiques Eurostat sont également établies suivant les découpages territoriaux internes aux pays de l'UE. En France, on constate que Paris ou encore les Hauts-de-Seine obtiennent respectivement des scores de 126 900 et 111 800 unités SPA, alors que la Creuse arrive seulement à 22 500.

S'il est vrai que le pays connaît une baisse de la croissance économique, les richesses produites sont statistiquement concentrées sur les grandes villes. Un schéma similaire pour l'Europe où les capitales obtiennent des écarts semblables vis-à-vis de leurs provinces.

Élections municipales en Loire-Atlantique

Des batailles disputées pour des résultats mitigés

En Loire-Atlantique se reproduisent les tendances nationales. La moyenne de la participation est restée faible pour un scrutin de proximité. Elle s'explique par la faible mobilisation des quartiers populaires dans les plus grandes villes (Nantes et Saint-Nazaire) mais aussi par l'absence de diversité de listes dans près de la moitié des communes du département où il n'y avait qu'une seule liste. Dans ces communes, comme dans d'autres communes périurbaines la question de l'intercommunalité a été absente des campagnes électorales. Pourtant, les Communautés de Communes ou d'Agglomérations gèrent des services publics locaux du quotidien de territoires souvent excentrés : politique des déchets, eau et assainissement, mobilités... Dans les territoires diffus, la distance mise entre les citoyens et ce lieu de décision n'y est pas pour rien.



comptait prendre Donges, Herbignac ou Pornic, mais surtout ils ont obtenu des scores bien en deçà de leurs espoirs. Le RN n'est donc pas le vainqueur attendu !

La macronie enregistre des revers significatifs. D'abord parce qu'elle était peu présente sur les listes mais surtout parce qu'elle comptait sur une victoire à Nantes pour réussir à prendre la tête de la métropole. Les amis d'Emmanuel Macron n'auront pas l'implantation locale espérée.

À gauche, outre les pertes importantes dans la métropole nantaise pour toute l'union de la gauche (PS, EELV, PCF), il n'y a pas eu de chamboulements significatifs ailleurs. Fait important, la gauche remporte Donges pourtant promise au RN. Les tentatives de LFI pour conquérir ou faire perdre de nombreuses villes déjà à gauche n'auront

pas eu les effets escomptés même si Couëron, La Chapelle-sur-Erdre, Les Sorinières, Bouaye et Orvault. Elle renforce également ses positions dans les territoires ruraux parfois avec une étiquette politique assumée mais aussi sous l'appellation « sans étiquette ». C'est l'une des conséquences de la crise politique. Il était plus confortable pour beaucoup de candidat-e-s d'apparaître sans affiliation plutôt que mêlés au bilan politique du gouvernement et aux jeux politiques nationaux qui suscitent du rejet.

pas eu les effets escomptés même si Couëron, La Chapelle-sur-Erdre, Les Sorinières, Bouaye et Orvault. Elle renforce également ses positions dans les territoires ruraux parfois avec une étiquette politique assumée mais aussi sous l'appellation « sans étiquette ».

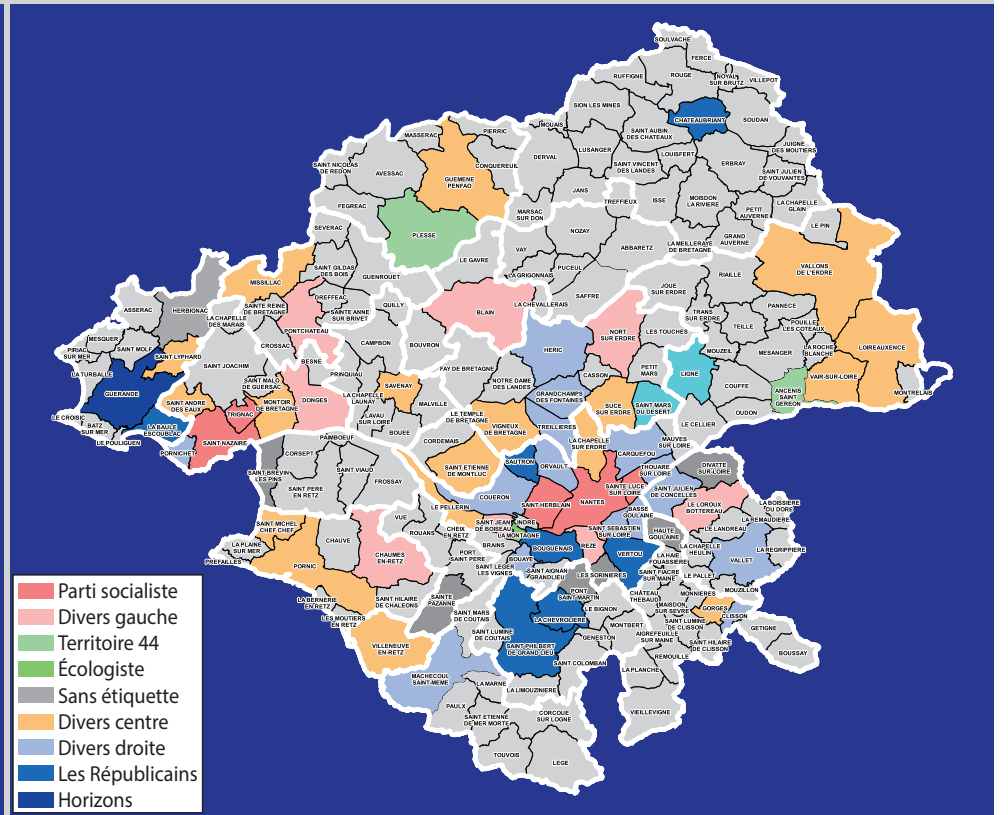
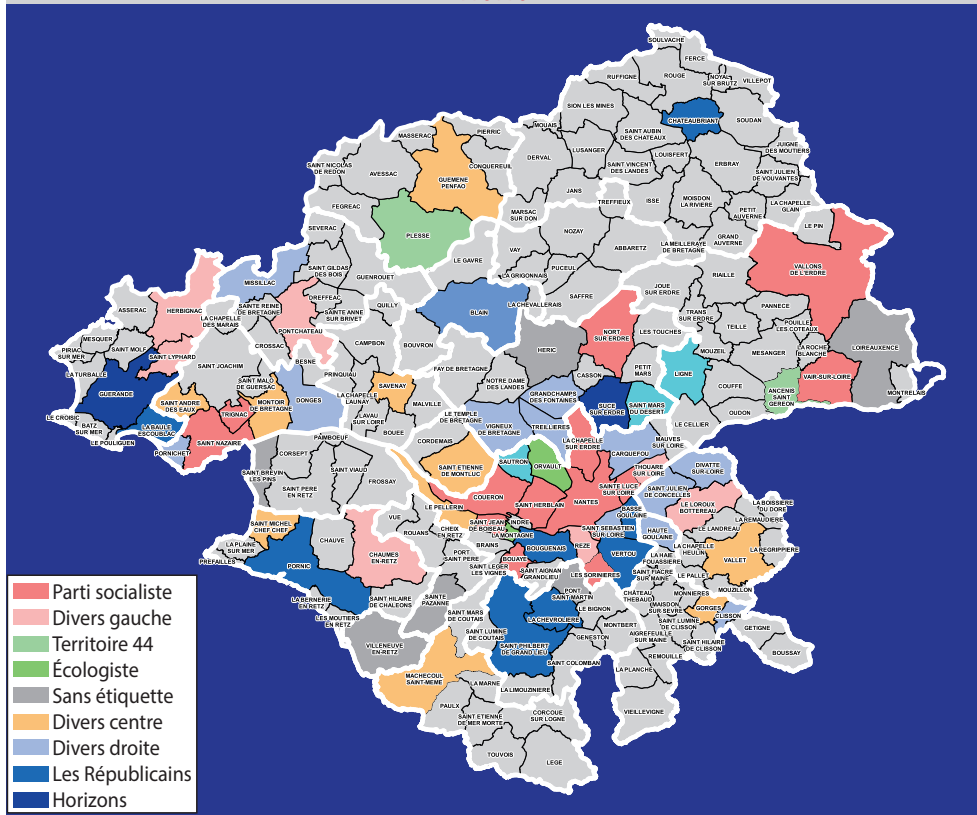
À l'issue de ce scrutin les communistes de Loire-Atlantique disposent d'une trentaine d'élus dans le département et seront des points d'appui pour les populations à Carquefou, Couëron, Gorges, Montoir-de-Bretagne, Nantes, Préfailles, Rezé, Saffré, Saint-Herblain, Saint-Jean-de-Boiseau, Saint-Julien-de-Concelles, Saint-Nazaire ou Vertou. Cette implantation et le tissu militant qu'ils représentent en font un parti qui compte en Loire-Atlantique.

Le RN n'a pas réussi à s'implanter et à conquérir officiellement de municipalités. Il

Cartographie des communes de plus de 5000 habitants

2020

2026



Saint-Herblain

Première prise de parole pour Hava Avci, la nouvelle élue herblinoise communiste



« C'est avec un grand honneur démocratique que nous avons le plaisir de siéger au sein de ce Conseil Municipal, en tant que Communistes et en tant que groupe historique et singulier au sein de notre majorité de gauche plurielle et écologiste issue de notre liste « Ensemble pour Saint-Herblain ». [...]

Car chacun le sait ici, dans le contexte international exacerbé, où la guerre est aux portes de l'Europe, où l'impérialisme américain frappe à tout-va en imposant sa loi trumpiste, où les règles du droit international sont piétinées, où des Trump, Nétanyhau et

Poutine déstabilisent les relations internationales et l'équilibre mondial, nos concitoyens, démocratiquement et majoritairement, ont choisi notre programme : apaisant, solidaire, humaniste et social, dans une ville verdoyante et où il y fait bon vivre, identifiée sans aucun doute à un havre de paix et de bien-être. [...] Une ville solidaire, qui assume la réalité de notre diversité culturelle et qui ne la stigmatise pas ! Qui propose des solutions pour faire en sorte que les plus faibles, les moins riches, ceux qui vivent en appartement sans même un balcon et qui ont souffert durant la pandémie ou lors des canicules, ou ceux qui vivent en marge dans les bidonvilles, puissent s'en sortir et s'émanciper et non pas subir ou survivre !

Une ville forte de ses services publics en proximité, dans les quartiers, qu'on continuera à lier entre eux pour faire corps, pour faire ville. Une ville où on assume de travailler en régie, forte de ses agentes et agents dévoués, plutôt que d'externaliser à tout-va, comme certains l'auraient fait s'ils avaient été aux manettes. Oui, malgré le désengagement de la Région, nous continue-

rons d'émanciper les Herblinois, jeunes et moins jeunes grâce à la culture. [...] Oui, nous serons une ville qui prend soin de ses aînés et qui veillera à ce que l'accès aux soins, aux problèmes du handicap ou du vieillissement de la population soit encore plus pris en compte.

Oui, nous continuerons d'être une ville fraternelle et solidaire. Oui, nous serons une ville où nous continuerons à développer le logement social ou à agir pour les mamans solos.

Oui, nous serons une ville qui accompagnera le monde associatif qui fait tant pour nos habitants, que ce soit dans l'entraide, la culture, le sport, l'environnement et tant d'autres actions utiles pour la cohésion sociale. Sans oublier les centres sociaux culturels et leur rayonnement dans les quartiers.

Oui, nous porterons à la Métropole les attentes et les exigences de notre Ville vis-à-vis des prérogatives qui lui sont confiées, mais cela dépendra aussi, en partie, bien entendu, des résultats des élections. [...]

Alors oui, pour revenir à Saint-Herblain, les Herblinois ont fait le choix de nous porter en tête pour maintenir à gauche notre belle ville de Saint-Herblain, nous serons les élus de tous les Herblinois et nombreux sont ceux avec qui nous avons échangé durant cette campagne, nous les avons écouté durant la construction de notre programme, nous avons aussi récolté d'autres doléances durant nos réunions publiques et nos porte-à-porte, nous en tiendrons compte pour l'avenir et pour leur avenir, dans la construction de leur ville durant ce mandat et où il continuera de faire bon vivre demain afin d'y couler des jours heureux ! »

Mouvement de grève chez les postiers

Une distribution des plis électoraux qui passe mal



De nombreux facteurs se sont mis en grève pendant la grosse période d'activité due aux élections municipales. Ils revendiquent une compensation pour la distribution des plis électoraux. Pendant plusieurs jours, ils n'ont pas distribué les courriers, colis... et les plis pour les élections municipales. Le traitement de ces documents de propagande électorale est venu alourdir leur charge de travail.

Pour le responsable du syndicat CGT de la Poste de Saint-Julien-de-Concelles rencontré par *L'Hebdo de Sèvre & Maine*, les salariés demandent surtout une compensation financière en conséquence de ce surplus d'activité. « Avant, on était rémunéré, ce n'est plus le cas aujourd'hui. C'est la grosse goutte d'eau qui fait déborder le vase ». « On demande une compensation financière pour les plis électoraux mais pas que.

On est inquiet aussi par l'annonce de la fermeture de notre guichet prévue en juin. Est-ce que le centre va aussi subir le même sort ? On nous allonge les tournées, des primes disparaissent... Plus ça va, plus on nous sucre des choses, alors que la vie est de plus en plus chère ».

Les postiers doivent bénéficier d'une reconnaissance à la hauteur de leurs missions. Pour la CGT, La Poste fait le choix par souci d'économie de retenir du courrier pour prioriser la propagande politique et les plis électoraux, mais en plus elle décide que les dizaines de millions d'euros versés par l'État seront encaissés sans aucune contrepartie pour les postières et les postiers. Si les postières et les postiers ont des revendications, c'est notamment pour assurer que les électeurs et usagers des services postaux puissent avoir à la fois les plis électoraux et leur courrier en temps et en heure.

Ils alertent également sur une dégradation prévisible des conditions de travail dans un contexte déjà marqué par des réorganisations successives. Cette surcharge de travail importante arrive dans un contexte où, depuis des mois, il est demandé aux factrices et facteurs de faire toujours plus avec toujours moins d'emplois.

Carburant

Bloquer les prix et augmenter les salaires

Les prix des carburants repartent à la hausse. À la pompe comme sur les factures d'énergie, l'addition va être de plus en plus salée, mais nos salaires, eux, n'augmentent pas !

Pour beaucoup de salariés, la voiture est indispensable pour aller travailler, faire les courses, accompagner les enfants.

Quand le prix du carburant augmente, ce n'est pas un détail : c'est une part de plus en plus importante du salaire qui disparaît et qui va dans la poche des grands groupes. Dans le même temps, loyers, alimentation, dépenses du quotidien... tout augmente sauf nos salaires !

Les profits explosent, les salaires restent bloqués

Les grandes compagnies pétrolières ont réalisé des profits record ces dernières années. Le prix payé à la pompe n'a plus grand-chose à voir avec le coût réel de production – bien inférieur. Une partie importante de ce que nous payons sert à alimenter la spéculation, donc des profits supplémentaires.

Des milliards d'euros ont été versés aux actionnaires pendant que les salariés doivent compter chaque euro pour finir le mois.



Une urgence : augmenter les salaires

Les aides ponctuelles ne suffisent pas car le vrai problème, c'est le niveau des salaires qui sont trop faibles dans le public comme dans le privé.

Quand les prix augmentent, les salaires doivent suivre, sinon le niveau de vie recule. La CGT revendique l'augmentation du Smic et de tous les salaires ainsi que l'indexation de l'ensemble des salaires sur l'inflation : dans les 1970 le choc pétrolier avait été moins violent parce qu'il y avait justement l'échelle mobile des salaires à l'époque.

Indexer les salaires sur les prix c'est garantir le maintien du niveau de vie et éviter le tasse-

ment des salaires, qui se font trop souvent rattraper par le Smic.

La CGT revendique :

- des augmentations générales de salaires
- l'encadrement des prix de l'énergie
- une fiscalité plus juste
- la fin des superprofits
- des investissements publics pour réduire les dépenses contraintes

Ce n'est pas aux travailleurs de payer la spéculation.

Communiqué de la CGT

Grande souffrance à l'Hôpital

La CGT et Sud santé en action

Le 10 mars, les syndicats CGT et Sud santé avaient monté un « bureau d'embauches » devant le CHU de Nantes. Par cette action de recueil de CV, il s'agissait d'une part de démontrer l'absence de volonté de la direction, donc du Ministère de la Santé, de mener une véritable politique d'embauche ainsi que de dénoncer les besoins criants en termes de personnels – mais aussi de matériels – dans les secteurs de la santé. Les syndicats s'insurgent contre la politique menée avec brutalité de réduction des coûts de la santé.

Avec l'adoption du PLFSS – ou Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale, rien n'est fait pour améliorer l'état de fait : L'Ondam – Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie, a été établi à 265,9 milliards d'euros pour 2025 et à 274,4 milliards d'euros pour 2026, une augmentation de 3,3 % alors que la Fédération hospitalière de France demandait 4,4 % au minimum pour simplement maintenir l'existant. Par ailleurs, il est prévu le gel des dotations pour financer les mesures nouvelles dès le début de l'année ...

Pour la CGT, « Ce sous-financement chronique est un frein pour pouvoir investir



dans les nouvelles technologies au service des patients et des professionnels, de mener une politique de prévention digne de ce nom et de réduire le taux d'endettement des hôpitaux ».

Ce sont donc les personnels soignants qui trinquent : organisations de travail délétères, pas d'anticipation des arrêts prévisibles comme les congés maternité ni pour pourvoir les postes vacants. Dans les faits, l'épuisement généralisé engendre des arrêts de travail qui, non remplacés, ne font qu'augmenter l'épuisement général.

C'est dans ce contexte que les soignants du service des urgences du CHU de Nantes se sont mis en grève le 16 mars pour réclamer des postes et des moyens supplémentaires, une dizaine de postes notamment infirmiers, aides-soignants, agents de services hospitaliers qualifiés, brancardiers, avec des augmentations salariales. Ceci afin de « mieux prendre en charge des patients âgés et aux pathologies lourdes ».

Ils évoquent de plus le manque de lits de soins de suite et de réadaptation et demandent l'ouverture de 120 lits d'aval avec le maintien de tous les lits.

Ils évoquent de plus le manque de lits de soins de suite et de réadaptation et demandent l'ouverture de 120 lits d'aval avec le maintien de tous les lits.

OPA sur l'« agitateur culturel »

Le milliardaire Kretinsky à la manoeuvre



Prenant conscience de l'évolution du pouvoir d'achat d'une certaine frange de la population, les trotskystes Max Théret et André Essel fondaient en 1954 la Fnac, ou Fédération nationale d'Achat des Cadres, avec le leitmotiv « militant » de faire de la distribution autrement et de **démocratiser l'accès à la culture en proposant le juste prix des produits tout en offrant un haut niveau de conseils**. Lancée tout d'abord sur le matériel photographique, la Fnac va rapidement élargir son champ d'action – matériel hi-fi, livres, disques et cassettes, CD et DVD, informatique...

Vendue en 1977 au groupement des Coop, l'entreprise va connaître des années de croissance et d'extension, tout en changeant fréquemment de propriétaires : la GMF, PPR... Des rachats d'entreprises et autres formes d'alliances ont permis toujours plus de diversification : Éveil et Jeux, Darty...

Récemment, EP Group, la société contrôlée par **Daniel Kretinsky, a lancé une OPA sur Fnac Darty, entreprise qu'elle contrôlait déjà à hauteur de 20 %**. La volonté de contrôler la majorité du leader européen de la distribution de biens culturels, de loisirs, de produits techniques, d'électroménager et de services de la part du milliardaire ne fait aucun doute, avec, semble-t-il, l'approbation bienveillante du gouvernement français, inquiet de l'acquisition par le groupe chinois JD.com du distributeur allemand Ceconomy, propriétaire lui-même de 20 % du capital de Fnac Darty.

Or, **Daniel Kretinsky, devenu multi-milliardaire grâce aux importants bénéfices générés par ses centrales à charbon en Europe centrale, a pris une place d'importance dans les médias hexagonaux : propriétaire de T18, présent au capital de TF1 à hauteur de 5 %, finançant le journal Libération**, il a acquis ces dernières années un certain nombre de titres de presse et de maisons d'édition, notamment en reprenant Editis – 55 maisons, 5000 titres annuels, deuxième éditeur français après Hachette (groupe Boloré).

La Fnac est le premier vendeur de livres en France et premier client d'Interforum, la filiale de distribution d'Editis. Cela n'est pas sans poser des questions sur lesquelles l'Autorité de la concurrence va devoir se pencher.

La liberté de création et de diffusion en danger

Avis et recommandations du Cese

On se souvient ces dernières années à Nantes de l'empêchement du concert à l'église Notre-Dame-de-Bon-Port où devait se produire la chanteuse suédoise Anna von Hausswolff, ainsi que de la perturbation d'un spectacle musical dans la salle Paul-Fort destiné aux enfants traitant de la question du genre.

Cette censure menée par des groupes de pression, en l'occurrence religieux mais pas seulement, n'est certes pas nouvelle mais tend à prendre des proportions inquiétantes et révèle une augmentation significative de l'intolérance : Autodafé pendant le mois des fiertés en Bretagne après un vol de livres dans une médiathèque, saccage d'une exposition de photos à Nîmes en mai dernier, élus locaux refusant les autorisations de prises de vues sur leur commune lors du tournage du film *Les algues vertes* de Pierre Jolivet...

Le Conseil économique, social et environnemental – ou Cese – vient de faire paraître un avis qui commence par un panorama dense de faits d'empêchements et de sabotage, de lynchage médiatique et de pressions diverses à l'encontre de créatrices et créateurs, pour des raisons diverses : religieuses, politiques, sociétales ou encore de contexte géopolitique.

Face à la montée des violences de ces menées intolérantes, le Cese évoque un contexte inquiétant pour la démocratie, contexte aggravé par les crises de financement que connaissent les secteurs culturels.

Tout en prônant une redéfinition à mener sur la place et le rôle des pouvoirs publics dans la défense des libertés de création et de diffusion artistique, le Cese donne un certain nombre de préconisations qui vont de la création d'une autorité indépendante dotée de moyens à la hauteur des enjeux à la publication d'un guide de gestion de crise, de la mise en place d'un dispositif de recensement des faits délictueux à la sensibilisation dès le plus jeune âge et à la formation des professionnels, de la sécurisation des lieux à l'accompagnement des victimes.



Festival du Cinéma Espagnol de Nantes

Rendez-vous du 21 au 29 mars 2026 à Nantes au cinéma Katorza, au Théâtre Graslin et à l'Espace Cosmopolis !



Créé en 1990, le Festival du Cinéma Espagnol de Nantes s'est imposé comme la principale vitrine du cinéma espagnol en France.

L'édition 2026 revêt une dimension particulière : elle coïncide avec les 90 ans du déclenchement de la guerre d'Espagne. Le 18 juillet 1936, un soulèvement militaire et civil du camp nationaliste, préparé de longue date, plonge le pays dans un conflit long et meurtrier qui ne s'achèvera qu'en mars 1939. Un événement dont les répercussions continuent de traverser la vie politique espagnole depuis la fin du franquisme, en 1975. **L'historien Julián Casanova, invité du festival, reviendra sur les origines, le déroulement et les conséquences nationales et internationales de cette guerre.**

Avec plus de 60 films inédits – fictions, documentaires, courts et longs-métrages, œuvres du patrimoine ou productions jeunesse – et près de quarante invités issus de l'industrie cinématographique espagnole, le festival offre une plongée unique dans la création ibérique contemporaine.

Cette édition propose également l'exposition **Chemins de l'exil – Photographies de Philippe Gaussoit**. D'une grande force humaine et artistique, ces images constituent un témoignage rare sur le parcours des exilés espagnols, dont l'installation de l'autre côté des Pyrénées fut souvent aussi éprouvante que la guerre elle-même.

40e Congrès du PCF

Questionner les orientations et débattre de notre projet communiste

Les 4, 5 et 6 juillet prochains, les communistes se retrouveront à Lille pour le 40^e congrès du Parti communiste français. Ce rendez-vous important intervient dans une période marquée par la montée de l'extrême droite, les guerres, l'austérité et l'aggravation des inégalités. Il doit remettre au cœur du débat l'idée qu'un autre chemin est possible: rompre avec le pouvoir de la finance et du capital pour une société plus juste, démocratique, écologique et réellement au service du monde du travail.

Ce 40^e congrès sera l'occasion de tirer le bilan de notre action, de questionner nos orientations, de débattre de notre projet communiste et de nos formes d'intervention, afin de renforcer un PCF utile dans les luttes, présent dans les entreprises, les quartiers, les institutions et les urnes.

Il devra préciser l'ambition que nous nous donnons pour les prochaines années: construire une alternative majoritaire à Emmanuel Macron, à la droite et au Rassemblement national, conforter notre ancrage local et gagner des victoires utiles à la vie des gens.

Il se veut résolument tourné vers l'action: apporter des réponses concrètes aux urgences sociales, écologiques et démocratiques et mettre l'intelligence collective des communistes au service des luttes du monde du travail et des territoires.



À Lille, les délégués, élus par les communistes, débattront des textes, fixeront la ligne politique, adopteront une feuille de route et éliront une nouvelle direction nationale.

Ce congrès est l'aboutissement de semaines de travail dans les cellules, les sections et les fédérations: chaque communiste y prend sa part par les contributions, les votes, les amendements et les mandats donnés. Moment où chacune et chacun peut vraiment peser sur les choix du parti, notre congrès doit être saisi par toutes et tous pour aider à construire un PCF plus fort, plus utile aux luttes et porteur d'espoir pour le pays.

À noter dans vos agendas:

3 mai 2026 : Date limite de dépôt des textes alternatifs

6 & 7 juin 2026 : Vote des communistes pour le choix de la base commune

13 & 14 juin 2026 : Congrès de section

20 & 21 juin 2026 : Congrès départementaux

3, 4 & 5 juillet 2026 : Congrès national

Reconstruire l'industrie, reconstruire la démocratie

Extraits de la contribution de M.-C. Cailletaud, C. Mathieu et A.Seassau

« La France vit un moment décisif. Derrière les discours désormais convenus sur la « réindustrialisation », une réalité plus dure s'impose : notre appareil productif s'est lentement délité, et le mouvement se poursuit. On le reconnaît enfin dans les discours officiels, comme une évidence trop longtemps niée. Mais cette prise de conscience reste superficielle : les fondations industrielles continuent de se fissurer, les chaînes de valeur de se disperser et les décisions stratégiques de s'éloigner des territoires et du travail qui les ont façonnées. Ce que l'on présente comme une transition ou une modernisation est souvent le récit poli d'un exode silencieux : celui du cœur industriel du pays, déplacé pièce après pièce au nom d'une rentabilité sans horizon et d'une concurrence érigée en dogme. Un déménagement méthodique où l'intérêt général s'efface devant les impératifs financiers, laissant la nation spectatrice de son propre affaiblissement.[...]

Un exode industriel organisé : financiarisation, délocalisations, dépendances

La financiarisation, cause majeure de la désindustrialisation, a rendu ce mouvement plus brutal encore. En cinquante ans, la part de l'industrie dans la richesse nationale est passée d'environ un quart à peine au-dessus de 10 % et l'emploi industriel s'est effondré de plusieurs millions, même s'il y a eu un transfert sur les services, ceux-ci étant de plus en plus imbriqués avec l'industrie. Aujourd'hui, l'industrie ne représente plus qu'un emploi sur dix, contre près d'un quart il y a cinquante ans. [...] Face à cette réalité, on nous ressert inlassablement les mêmes explications : « coût du travail », « fiscalité », « concurrence ». Ce discours sert de paravent. Car la vérité est inverse : une partie du patronat et des grands groupes a imposé un modèle où l'argent public socialise les risques pendant que la finance privatise les gains, accapare nos ressources, détruit le vivant, nos systèmes de protection sociale. L'État est devenu la béquille du capital.

L'argent public sans pouvoir : la puissance publique dépossédée

Les travaux parlementaires de nos élus communistes l'ont montré depuis longtemps. La commission de contrôle des aides publiques aux entreprises, à la fin des années 90, soulignait déjà l'ampleur de soutiens distribués sans contreparties réelles en matière d'emploi, d'investissement ou de maintien des sites. Les rapports de Marie-France Beaufilet sur le crédit d'impôt recherche (CIR) ou sur le Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE) révélaient comment des milliards pouvaient être captés sans garantie d'innovation, d'emplois durables, ni même de localisation de la recherche. Plus récemment, les travaux de Fabien Gay ont rappelé un ordre de grandeur qui devrait structurer tout débat public : les aides publiques aux entreprises

représentent chaque année des montants colossaux, 211 milliards d'euros. Soit une puissance budgétaire considérable, sans contrôle démocratique effectif sur les choix industriels qu'elle finance et sans conditionnalités. [...]

L'industrie, colonne vertébrale de la démocratie

Or, l'industrie n'est pas un secteur parmi d'autres. Le système productif tient ensemble l'emploi, la recherche, les services publics, la cohésion des territoires, la souveraineté énergétique, la capacité même d'un peuple à décider de son destin. Quand elle disparaît, c'est la démocratie elle-même qui se trouve amputée. C'est la voix d'une nation qui devient inaudible. Réindustrialiser ne peut donc pas signifier seulement produire davantage.

Réindustrialiser, c'est reprendre le pouvoir sur ce que nous produisons, pourquoi et dans quelles conditions humaines et écologiques nous le produisons. C'est redonner la place au travail pour décider du sens et de la manière de produire. Cela suppose une démocratie sociale effective dans l'entreprise. Sans droits d'intervention sur les stratégies, l'investissement, l'emploi, l'organisation de la production et l'usage des aides publiques, le sens du travail, aucune politique industrielle durable n'est possible : les travailleurs restent relégués au rôle de commentateurs de décisions déjà prises — fermer, délocaliser, sous-traiter, investir — alors même qu'ils portent l'expérience, les compétences et la connaissance de leur outil de production. Ils ne voient plus le sens de leur travail souvent sous injonctions contradictoires et produisant mal et vite des objets et services sans utilité sociale qui détruisent la planète.

Mais ces droits ne peuvent pas s'exercer dans le vide. Ils doivent s'inscrire dans une stratégie globale de transformation productive : une planification écologique et industrielle démocratique, capable d'orienter dans la durée le crédit, l'investissement, la recherche, la formation et l'aménagement du territoire vers la satisfaction des besoins sociaux — énergie décarbonée, transports collectifs, santé, logement, industrie circulaire, souveraineté alimentaire. Planifier ne signifie pas administrer autoritairement l'économie : cela signifie redonner à la puissance publique, aux travailleurs et aux territoires la capacité de définir ensemble des priorités de long terme, face à l'irrationalité du marché financiarisé. Arrêter la casse des emplois, la fuite de nos savoir-faire est une étape indispensable pour redresser l'industrie. On ne reconstruira pas l'avenir sur les ruines du passé. »

Marie-Claire Cailletaud (Syndicaliste)

Clotilde Mathieu (Secrétaire de la section de Nantes du PCF / Syndicaliste)

Aymeric Seassau (CEN du PCF, en charge de la nouvelle industrialisation)

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre Daguet
 Commission paritaire : N°0325 P 11519
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : Clément Chebanier
 Responsable de la rédaction : Pierre Daguet
 NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
 E-mail : redac.nla@gmail.com



Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
 Pedro Maia Benoît Lusseau Pascal Divay
 Alain Bourdeau Louis Chrétien Adrien Héлары
 Véronique Mahé Guilhem de Bourmont
 Illustrations libres de droit et peuvent être générées par IA
 Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
 Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
 Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Unique parmi la presse départementale les *Nouvelles de Loire-Atlantique*, ce journal veut perdurer et faire vivre des paroles singulières celles des acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM :PRENOM :
 ADRESSE :
 TEL : EMAIL :

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
- Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES
 Chèque à l'ordre de ADF44
 Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)



Mars la rouge

Mars est un mois emblématique de la lutte sociale. Mars c'est d'abord le dieu romain de la guerre, comme la lutte des classes est une guerre sociale acharnée. Mars c'est aussi la planète rouge, rouge comme la couleur de notre cause révolutionnaire. Mars c'est aussi un mois qui continue de marquer nos mobilisations.

CINE-DEBAT

PERSEPOLIS



RETOUR EN IMAGES



Il y a en premier lieu la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, le 8 mars. Rappelons donc ici que non, **la révolution féministe est loin d'être terminée et que le patriarcat continue d'exploiter et de discriminer les femmes du monde entier.**

Au travail bien sûr – avec des inégalités salariales et de conditions de travail – mais aussi dans la sphère domestique – où ce sont toujours les femmes qui s'occupent majoritairement des affaires ménagères et des enfants – ou encore à l'école. Les jeunes femmes sont orientées très tôt vers des filières et des métiers vus comme plus « féminins », moins bien rémunérés et moins prestigieux. Cette orientation genrée et sexiste a d'ailleurs été accentuée par les nombreuses réformes du bac pro, des lycées et du baccalauréat.

Il y a ensuite l'anniversaire de la Commune de Paris, le 18 mars 1871, première dictature du prolétariat, **premier gouvernement des travailleurs, qui a porté des mesures féministes, sociales et révolutionnaires.** Le peuple parisien s'était alors soulevé contre le défaitisme bourgeois et l'invasion prussienne, montrant là encore que la bourgeoisie n'a comme intérêts que celui de son portefeuille et que la république que nous défendons n'a rien à voir avec celle des grands magnats.

Les jeunes communistes de Loire-Atlantique ont participé à ce débat **en diffusant sur le campus du Tertre le film Persepolis de Marjane Satrapi et Vincent Paronnaud.** Ce film fait ainsi écho à la guerre actuelle en Iran, mais aussi aux droits des femmes, au travers du témoignage de Marjane Satrapi, issue d'une famille proche des communistes iraniens.

Les jeunes communistes expriment leur soutien aux luttes féministes dans le monde entier. **Non, le corps des femmes n'a pas à être contrôlé par des hommes dominants,** qu'ils s'appellent Mollah en Iran ou Bruno Retailleau, Éric Zemmour, Jordan Bardella en France.

Les jeunes communistes défendent aussi **toutes les forces progressistes et patriotiques qui résistent aux attaques impérialistes des États-Unis,** que ce soit le Tudeh en Iran ou le peuple cubain et son Parti communiste. Dans ce contexte de militarisation, le MJCF44 prévoit ainsi de diffuser le 7 avril prochain, à la faculté, le film *Docteur Folamour* sur la guerre nucléaire.

Notre agenda communiste reste clair : paix entre les peuples, guerre entre les classes. Le combat que nous menons est de longue haleine mais nous vaincrons.

Le communisme est la jeunesse du monde !

Le banquet de la section de Saint-Nazaire

Quatre-vingt convives ont dégusté comme chaque année la paëlla de la section de Saint-Nazaire et ses savoureuses tartes ce dimanche 8 février dans la salle Marcel Paul à Saint-André-des-Eaux. Accueillis par Yvon Renevot, secrétaire de section, ils ont pu profiter également de deux tablées de livres, vinyles, CD et DVD. Après le repas, un moment chaleureux d'échanges sur les municipi-

pales a eu lieu, en présence de Violaine Lucas, tête de la liste « Ensemble, soyons Saint-Nazaire », de la première candidate des Écologistes et des neuf candidats communistes emmenés par Cédric Turcas.

Une discussion respectueuse s'est instaurée autour du programme de la liste : Centrale de Cordemais, construction du

futur porte-avions nucléaire aux Chantiers de l'Atlantique...

La mobilisation sur le terrain des camarades dans la semaine qui a suivi nous a montré une fois de plus la nécessité de ces moments fraternels. Le Parti communiste français n'est pas un parti comme les autres !

Avril 1946

Un projet de constitution « d'inspiration communiste »

Au sortir de la guerre qui a vu le pays occupé par l'Allemagne nazie s'est mis en place le GPRF, Gouvernement provisoire de la République française, régime temporaire qui, avec des ministres communistes, aura voté des réformes fondamentales directement inspirées par le Conseil national de la Résistance : confirmation du droit de vote des femmes, nationalisations, comités d'entreprise, Sécurité sociale...

Forte d'une majorité de députés communistes – le groupe est alors le plus nombreux – l'Assemblée constituante propose le 19 avril 1946 un projet de constitution soutenu par les autres partis de gauche mais dénoncé par les centristes et la droite.



Ce projet envisage une Assemblée nationale élue à la proportionnelle, désignée comme l'organe suprême, élisant le président du conseil et pouvant révoquer le gouvernement, ce dernier limité à l'administratif.

Cette constitution prévoit de mettre en place quatre conseils consultatifs – culturel, économique, social et militaire – et d'adopter des mécanismes économiques reposant sur une logique collective plutôt que sur la propriété privée.

Elle est rejetée par référendum le 5 mai, ce qui entraîne la dissolution de la Chambre et la démission du président du GPRF, le socialiste Félix Gouin.

Hommage à

Pierre Sémard



Pierre Sémard, secrétaire général de la Fédération des cheminots CGTU puis CGT et secrétaire général de 1924 à 1929 du Parti communiste français est mort fusillé par les nazis le 7 mars 1942 à la prison d'Évreux, avec la complicité de l'État français.

Il avait notamment participé à la nationalisation des compagnies ferroviaires privées pour former la SNCF en 1928. Comme chaque année, un hommage lui a été rendu par des représentants du PCF et de la CGT.

« De son combat pour la maîtrise publique du rail alors que nous vivons à l'heure d'une offensive violente pour sa privatisation jusqu'à sa lutte sans faille, au prix de sa vie, contre le fascisme, pour les libertés et la paix alors même que celles-ci sont aujourd'hui menacées par des dérives autoritaires, sa détermination, ses victoires sont plus que jamais une force pour l'action des communistes. » (Communiqué du PCF)

Gens du voyage

Histoire des « citoyens oubliés »



L'association « La Mée tisse » aux côtés de plusieurs associations partenaires, dont l'ADGVC44 (Association des gens du voyage), organise la journée « Une histoire oubliée : Gens du voyage 1939-1946 », le 28 mars prochain à Saint-Vincent-des-Landes, espace Campagn'arts.

À partir de 1939, avant l'occupation allemande, l'État français met en œuvre l'arrestation des gens « nomades » soupçonnés d'être des « ennemis de l'intérieur ».

Des camps d'internement sont créés, parmi lesquels celui de Moisdon-la-Rivière en Loire-Atlantique. Il faudra attendre 1946, presque deux ans après la Libération pour que ces camps soient fermés.

Au programme de cette journée d'hommage et de partage de mémoire :

- 15h00 : Inauguration de l'exposition
- 16h00 : Projection du film *Liberté* de Tony Gatlif
- 18h00 : Conférence-débat avec le sociologue Bernard Pluchon et Christophe Sauvè, secrétaire de l'ADGVC44.
- 20h00 : Clôture et temps convivial